



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL
mettant en demeure la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE pour son exploitation
située au lieu-dit « Le Petit Clos » à TINTÉNIAC**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement et notamment son titre 1er du livre V ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 13 juillet 2023, nommant M. Philippe GUSTIN, préfet de la région Bretagne, préfet de la zone de défense et de sécurité Ouest, préfet d'Ille-et-Vilaine ;

Vu le décret du 22 septembre 2023 nommant M. Pierre LARREY, secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, sous-préfet de Rennes ;

Vu l'arrêté ministériel du 7 mai 2012 relatif aux actions renforcées à mettre en œuvre dans certaines zones ou parties de zones vulnérables en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation sous la rubrique 2102 (élevage porcin) et 3660 (élevage de volailles) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 modifiant l'arrêté du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 janvier 2023 relatif aux programmes d'actions régionaux en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2017 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Bretagne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 août 2018 établissant le 6ème programme d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 mars 2022 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) 2022-2027 du bassin Loire-Bretagne et arrêtant le programme pluriannuel de mesures correspondant ;

Vu la lettre d'instruction du Préfet de Région du 30 novembre 2010 ;

Vu l'arrêté préfectoral modificatif n° 43828 du 12 juillet 2017 autorisant la SCEA DU PETIT CLOS à exploiter un élevage de 110000 volailles au lieu-dit « Le Petit Clos » à TINTÉNIAC ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 43848 du 23 août 2017 par lequel le GAEC LA PETITE GUEHARDIERE a déclaré avoir succédé à la SCEA DU PETIT CLOS dans l'exploitation de l'installation située au lieu-dit « Le Petit Clos » à TINTÉNIAC ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 44787 du 23 février 2023 par lequel l'EARL LA PETITE GUEHARDIERE a déclaré avoir succédé au GAEC DE LA PETITE GUEHARDIERE dans l'exploitation de l'installation susvisée ;

Vu le récépissé de déclaration de succession n° 44853 du 25 octobre 2023 par lequel la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE déclare avoir succédé à l'EARL LA PETITE GUEHARDIERE dans l'exploitation de l'installation précitée ;

Vu le courrier du 17 octobre 2023 par lequel le rapport d'inspection a été transmis à la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE par l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article L. 171-6 du code de l'environnement, en l'invitant à faire part au préfet d'Ille-et-Vilaine de ses éventuelles observations dans un délai de quinze jours ;

Vu le rapport d'inspection des installations classées en date du 17 octobre 2023 transmis au préfet d'Ille-et-Vilaine par courrier reçu le 24 octobre 2023 ;

Vu le courrier du 13 novembre 2023 par lequel la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE a été invitée à présenter ses observations sur le projet d'arrêté ;

Vu le retour du pli transmis à la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE en recommandé avec accusé de réception le 8 décembre 2023 avec la mention « pli avisé le 15 novembre 2023 et non réclamé » ;

CONSIDÉRANT :

- l'absence de réalisation du Bilan Réel Simplifié (BRS) ;
- l'absence de déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) ;

CONSIDÉRANT qu'au regard des éléments de fait et de droit susénoncés, la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE exploite une installation classée dans des conditions irrégulières au regard des prescriptions qui lui sont applicables et qu'à ce titre il remplit les conditions de mise en œuvre à son encontre des sanctions administratives prévues par les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a présenté aucune observation sur le projet d'arrêté ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er : Objet de l'arrêté

La SCEA LA PETITE GUEHARDIERE, en sa qualité d'exploitant de l'élevage de volailles situé au lieu-dit « Le Petit Clos » à TINTENIAC est mis en demeure, comme le prévoient les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, de respecter les prescriptions de l'arrêté du 27 décembre 2013 susvisé, à compter de la notification de cet arrêté :

- **dans un délai de 6 mois**, de réaliser sa déclaration annuelle des émissions polluantes (GEREP) prévue par l'article 45 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Article 42 :

Les installations de traitement en cas de rejet direct dans le milieu naturel et les installations de prétraitement en cas de raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, lorsqu'elles sont nécessaires au respect des valeurs limites imposées au rejet, sont conçues et exploitées de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.

Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée. »

Article 2 : Sanctions administratives

Faute pour l'exploitant de se conformer à la présente mise en demeure, il sera fait application des sanctions administratives prévues aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice d'éventuelles poursuites pénales.

Article 3 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de deux mois conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement.

Article 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publicité du présent arrêté ;
- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Le tribunal administratif de Rennes peut être saisi en utilisant l'application Télérecours citoyens accessible par le site <https://www.telerecours.fr>.

Article 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Malo et l'inspection des Installations Classées sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SCEA LA PETITE GUEHARDIERE et dont une copie sera adressée au maire de TINTÉNIAC.

Fait à Rennes,

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général

Le 22/12/2023



Pierre LARREY